Bonne gouvernance pour un revenu vital dans le secteur du cacao

Un document de consultation **du Baromètre du cacao**

Sommaire

Préparer le terrain pour une bonne gouvernance — 4
Stratégies de développement rural — 8
Infrastructure — 12
Transparence et responsabilité — 16
État de droit — 18
Gestion de l'offre et marchés — 20
Politiques des gouvernements consommateurs — 23
Conclusions — 25

Février 2025

Bonne gouvernance pour un revenu vital dans le secteur du cacao

Résumé exécutif

Préparer le terrain pour une bonne gouvernance

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles la gouvernance doit faire partie du débat sur le revenu vital. Les politiques gouvernementales contribuent à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, et la gouvernance est également un facteur clé pour permettre l'efficacité à long terme des interventions en matière de durabilité. Les éléments clés d'une bonne gouvernance pour un revenu vital comprennent les stratégies de développement rural, les infrastructures, la transparence et la responsabilité, l'État de droit et la gestion de l'offre. La crise actuelle du marché est, en grande partie, le résultat d'une mauvaise gouvernance et d'une mauvaise gestion du secteur par les gouvernements exportateurs. La nouvelle réalité réglementaire – où la durabilité devient une question de conformité légale au lieu d'efforts volontaires – offre une réelle possibilité aux gouvernements producteurs de soutenir leurs agriculteurs. Cela nécessitera également des efforts importants de la part des régulateurs et un soutien financier.

Stratégies de développement rural

Bien que le secteur du cacao soit une force économique majeure dans la plupart des pays producteurs, les gouvernements ont tendance à le considérer comme une ressource naturelle inépuisable qui ne nécessite qu'une gestion minimale. Les gouvernements doivent reconnaître que leur secteur du cacao nécessite à la fois une gestion et une protection, et doivent adopter une vision à long terme du développement rural et agricole. Pour concrétiser cette vision, il faudra une gouvernance fiable, crédible et à long terme. Il doit s'agir de stratégies de développement rural holistiques, associées à des feuilles de route paysagères élaborées de manière inclusive.

Infrastructures

Le développement et le renforcement des coopératives agricoles devraient faire partie intégrante des stratégies de développement rural du gouvernement. Les gouvernements devraient mettre en place des outils et des politiques qui soutiennent les organisations d'agriculteurs. Les gouvernements doivent assurer le déploiement d'un enseignement primaire et secondaire abordable et disponible, une assurance maladie abordable et disponible, une meilleure couverture des cliniques de soins, la disponibilité de l'eau potable et de l'assainissement dans toutes les communautés, le déploiement de campagnes nationales de vaccination et de médicaments, le déploiement et l'entretien des routes, des voies ferrées et des voies navigables pour assurer un accès aisé au marché, tant pour l'exportation que pour le développement national, le déploiement et l'entretien des réseaux électriques et des sources d'énergie (renouvelables). Des systèmes de protection sociale doivent être mis en place, tels que des régimes de retraite, une assurance maladie et des systèmes de salaire minimum basés sur une approche liée aux coûts de la vie.

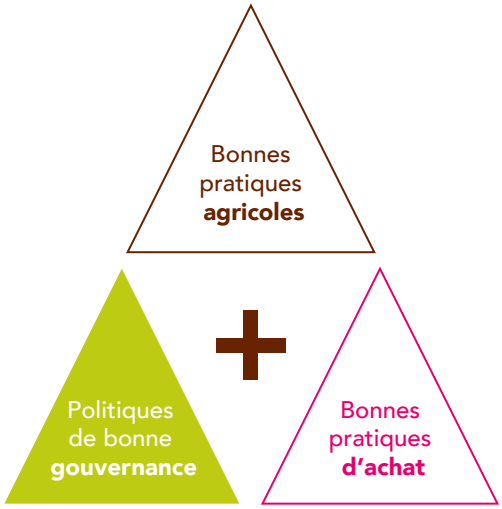
Transparence et responsabilité
La mise en œuvre et le maintien efficaces et crédibles des stratégies de développement rural et des investissements dans les infrastructures nécessitent un gouvernement transparent et responsable. Les gouvernements doivent veiller à ce que des systèmes nationaux de traçabilité crédibles fonctionnent et servent de catalyseurs pour des cadres de responsabilité et de gouvernance indépendants. Les gouvernements producteurs pourraient également jouer un rôle clé en fournissant des données sectorielles clés et des informations sur les marchés. Les gouvernements devraient s'engager à améliorer la transparence financière, tant sur les revenus que sur les dépenses du cacao. Enfin, les gouvernements producteurs devraient veiller à ce que la société civile et les organisations d'agriculteurs participent activement au dialogue et à l'élaboration des politiques pour le secteur du cacao.

État de droit
Le devoir du gouvernement de faire respecter l'état de droit est étroitement lié aux éléments précédents. Les droits d'utilisation des terres, les mécanismes de réclamation, l'accès aux tribunaux, l'application cohérente des réglementations et les mesures pour assurer la sécurité et de lutte contre la corruption sont autant d'éléments nécessaires pour offrir un environnement fiable aux producteurs de cacao afin qu'ils puissent gagner décemment leur vie.

Gestion de l'offre et marchés
L'offre et la demande ne doivent pas déterminer à elles seules la rémunération des producteurs de cacao. Les politiques gouvernementales et la disponibilité du cacao sur le marché mondial sont des outils efficaces pour mettre en œuvre une politique des prix. Il est urgent que les gouvernements mettent en œuvre des solutions de gestion de l'offre. Il est urgent que les gouvernements mettent en place des solutions de gestion de l'offre. Les régimes de retraite prévoyants, la sécurité de la tenure foncière et des arbres et la disponibilité de services de vulgarisation soutenus par le gouvernement font tous partie d'une stratégie de gestion de l'offre à long terme. Le système actuel de vente à terme en vigueur dans les deux principaux pays producteurs devra être revu dans le cadre de cette stratégie.

Politiques des gouvernements consommateurs
Le rôle des gouvernements consommateurs est vaste. Tout d'abord, le revenu vital et les pratiques d'achat doivent être des exigences clés de la réglementation en matière de durabilité. Les gouvernements consommateurs ont également un rôle clé à jouer dans le financement des efforts déployés à l'échelle du secteur pour créer un environnement favorable dans les pays d'origine. Enfin, les gouvernements consommateurs doivent examiner attentivement le droit de la concurrence afin d'éliminer les obstacles involontaires à la collaboration à l'échelle du secteur pour lutter contre la pauvreté des agriculteurs.

Bonne gouvernance
La bonne gouvernance est l'un des éléments essentiels pour que le secteur du cacao puisse combler l'écart de revenu vital. Cela implique de développer des stratégies globales de développement rural, d'investir sérieusement dans le déploiement d'infrastructures rurales clés telles que les soins de santé, l'éducation, les routes et les systèmes de protection sociale. La transparence et la responsabilité, ainsi que l'état de droit doivent être renforcés. Les organisations d'agriculteurs doivent être soutenues. La gestion de l'offre est une priorité urgente. Les gouvernements des pays consommateurs ont également un rôle clé à jouer pour garantir que le revenu vital ne soit pas une question d'initiatives volontaires mais fasse partie des exigences obligatoires des réglementations sur la durabilité. Les pays consommateurs doivent également fournir un financement important pour rendre possibles les changements de système nécessaires. Pour vraiment moderniser le secteur du cacao, les gouvernements doivent prendre l'initiative et assumer sérieusement leur responsabilité de gérer le secteur.



Préparer le terrain pour une bonne gouvernance

Pour que le revenu vital devienne une réalité pour les producteurs de cacao, il faut agir sur trois dimensions distinctes en même temps : les bonnes pratiques agricoles, les politiques de bonne gouvernance et les bonnes pratiques d'achat. Cependant, ces trois dimensions n'ont pas le même statut. Les bonnes pratiques agricoles ne sont une stratégie viable que si le cacao est suffisamment rémunérateur, ce qui nécessite à la fois de bonnes pratiques d'achat et une bonne gouvernance.

De la même manière qu'il y a de meilleures pratiques agricoles que d'autres, et de meilleures façons pour les entreprises de procéder à leurs achats, il existe également des politiques de gouvernance qui sont plus efficaces que d'autres pour créer un environnement propice aux revenus des petits exploitants agricoles. Cet article constitue une première tentative de description des pratiques de gouvernance qui seraient considérées comme « bonnes. »

Un ordre de responsabilité

Au cours des dernières décennies, les discussions sur la durabilité du cacao ont généralement placé la responsabilité de résoudre le problème de la pauvreté des producteurs sur les épaules des producteurs eux-mêmes. Cependant, cette approche a échoué à chaque fois. Une approche différente est nécessaire, avec un autre ordre de responsabilité. Ce n'est que lorsque les entreprises et les gouvernements assumeront correctement leurs responsabilités envers les producteurs qu'il deviendra juste de demander aux producteurs d'investir des efforts et de l'argent pour améliorer leur productivité. C'est aux entreprises et aux gouvernements du secteur du cacao qu'il incombe de faire le premier pas.

Les gouvernements ont un rôle central à jouer pour créer un environnement propice dans lequel les agriculteurs peuvent exploiter des plantations rentables et durables. Dans les pays où la pauvreté est élevée, ce rôle est essentiel pour réduire la pauvreté et offrir à tous les agriculteurs des possibilités de gagner au moins un revenu vital.[1]

Le rôle des gouvernements
Les politiques gouvernementales contribuent à s'attaquer aux causes profondes des problèmes. La gouvernance est également un facteur clé pour permettre l'efficacité à long terme des interventions en matière de durabilité, d'autant plus que les politiques gouvernementales peuvent aller au-delà des interventions spécifiques à la chaîne d'approvisionnement et peuvent viser à provoquer des changements aux niveaux régional et des paysages. Les politiques gouvernementales peuvent également contribuer à briser le cercle vicieux du marché qui récompense au mieux un comportement moyen et pourraient commencer à stimuler une course vers l'excellence.

> Les approches axées sur la chaîne de valeur ont tendance à créer des « îlots de réussite » qui restent limités en taille à des portions spécifiques de la base de production et ne parviennent pas à perdurer dans le temps… La vérité est que de nombreux secteurs présentent des faiblesses structurelles : c'est-à-dire des faiblesses au niveau des systèmes sous-jacents… Les causes profondes des faiblesses structurelles résident dans les politiques et les ressources, ainsi que dans les relations et les mentalités des acteurs impliqués.[II]

Gouvernements producteurs et consommateurs
Bien que la majeure partie de cet article porte sur la gouvernance des pays producteurs, étant donné que ces politiques affectent plus directement la vie des agriculteurs et des communautés rurales, les gouvernements des pays consommateurs ont un rôle clé à jouer, qui sera décrit vers la fin de cet article.

L'Afrique de l'Ouest et le reste du monde
Certains paragraphes de ce chapitre porteront principalement sur les politiques des deux principaux[1] pays producteurs mondiaux actuels, la Côte d'Ivoire et le Ghana. Cependant, le revenu vital et les politiques gouvernementales ne sont pas des questions qui concernent uniquement ces deux pays. Ce chapitre présente les points clés des deux principaux pays producteurs de cacao actuels et propose des perspectives plus larges. L'avenir du cacao sera beaucoup plus mondial qu'il ne l'est actuellement, l'Amérique latine et l'Afrique centrale devenant de plus en plus partie prenante du débat mondial sur le cacao en raison de l'augmentation de la production de cacao dans ces régions.

Six éléments clés
Les éléments clés d'une bonne gouvernance pour un revenu vital comprennent les stratégies de développement rural, la transparence et la responsabilité, des infrastructures adéquates, le respect de l'état de droit et la gestion de l'offre.

Situation actuelle du marché
La situation exceptionnelle du marché de 2024 a vu des prix record au niveau du marché terminal en raison de récoltes désastreuses en Côte d'Ivoire et au Ghana, les deux principaux pays producteurs. Ces mauvaises récoltes sont en partie dues aux événements météorologiques et aux perturbations climatiques, mais la situation au Ghana et en Côte d'Ivoire résulte également de manière significative de la mauvaise gouvernance et

1 Dans le dernier Baromètre du Cacao, nous affirmions que l'Équateur pourrait dépasser le Ghana d'ici dix à quinze ans. À l'heure actuelle, on s'attend généralement dans le secteur à ce que l'Équateur dépasse le Ghana dans les trois à cinq prochaines années. Presque tous ces changements sont le résultat des politiques gouvernementales, pour le meilleur ou pour le pire.

de la mauvaise gestion du secteur par les gouvernements nationaux.[2] Les maladies des cultures, le vieillissement des exploitations, l'empiètement de l'exploitation minière, des infrastructures insuffisantes et des finances publiques non transparentes et non responsables ont mené à un effondrement de la production de cacao au Ghana et dans une moindre mesure (pour l'instant) en Côte d'Ivoire. Cet effondrement est exacerbé par des décennies de déforestation, qui ont réduit les effets atténuants des forêts avec l'apparition ou l'aggravation de certaines maladies et ravageurs (par exemple le virus du swollen shoot) et ont accru la déstabilisation des régimes pluviométriques au niveau local.

Nouvelle réalité réglementaire

Outre la dynamique actuelle du marché, caractérisée par des prix élevés et une pénurie d'approvisionnement, un deuxième développement politique majeur est la nouvelle réalité réglementaire, initiée par l'adoption par l'UE d'une série de réglementations sur la durabilité en 2023 et 2024. Les gouvernements exportateurs ont un rôle clé à jouer dans la création d'un environnement propice pour que leurs agriculteurs se conforment aux exigences réglementaires du plus grand marché mondial du cacao. Les systèmes nationaux de traçabilité et les systèmes nationaux de surveillance de la diligence raisonnable en matière de respect des droits humains et de l'environnement sont des responsabilités essentielles à moyen terme des gouvernements producteurs. Les gouvernements producteurs ont ici l'occasion d'aider réellement leurs producteurs à se conformer aux nouvelles réglementations en matière de durabilité. Il est encourageant de constater que jusqu'à présent, ils ont fait des progrès dans cette direction. C'est un processus qu'il convient de soutenir.

Les agriculteurs du monde entier ont besoin d'un soutien financier et technique – en particulier dans les pays en développement les plus pauvres – pour remplacer leurs anciennes pratiques par de nouvelles méthodes plus respectueuses de l'environnement.[III]

Des mots d'avertissement

Avant de terminer ce chapitre, deux avertissements s'imposent.

Le rôle des entreprises

Le présent document ne doit pas être utilisé par le secteur privé pour se soustraire à ses propres responsabilités.[3] Le premier principe directeur des Nations Unies relatif aux entreprises et aux droits humains stipule clairement qu'il est du devoir des gouvernements de protéger les droits humains. Cependant, le deuxième principe est tout aussi clair : il incombe aux entreprises de protéger les droits humains même lorsque les gouvernements n'ont pas rempli leur devoir au titre du premier principe.

Qu'ils mangent de la brioche

Marie-Antoinette, reine de France à l'époque de la Révolution française, aurait été surprise de voir le peuple se révolter parce qu'il n'avait pas de pain à manger. « Qu'ils mangent de la brioche ! », fut sa réponse légendaire.

---

2 En mars 2024, le réseau VOICE a publié ce document non officiel sur certaines des causes et des effets de la situation actuelle du marché.

3 Trop souvent, le secteur privé désigne les gouvernements pour résoudre leurs problèmes, et les gouvernements désignent le secteur privé. Les deux ont raison. C'est pourquoi le Consortium du Baromètre du Cacao a publié ce diptyque de publications, avec d'une part les Bonnes pratiques d'achat dans le secteur du cacao en décembre 2023, et de l'autre les Bonnes pratiques de gouvernance pour un revenu vital dans le secteur du cacao.

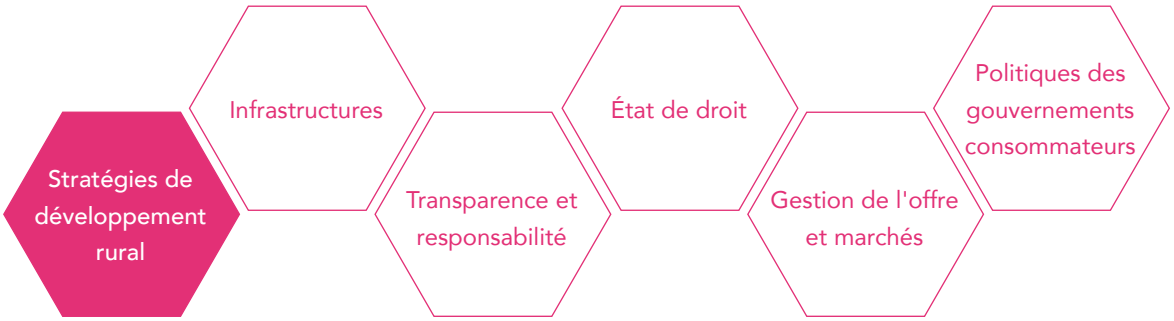
Ce document court le même risque : il serait facile de soutenir que les pays producteurs devraient tout simplement cesser d'être pauvres. Ce serait une injustice flagrante. Cela reviendrait également à ignorer que des siècles de géopolitique européenne et nord-américaine sont à l'origine de la pauvreté des pays producteurs de cacao. L'exploitation permanente des personnes et de la planète dans la ceinture tropicale est la principale raison de la pauvreté des agriculteurs et des travailleurs. Les entreprises et les gouvernements des pays consommateurs profitent de cette exploitation depuis des décennies, voire des siècles.

Ce document s'efforce plutôt de mettre en lumière les six principaux domaines de gouvernance qui nécessitent des efforts. Ce travail est ardu et il faudra de nombreuses années avant que ses effets ne soient pleinement visibles. C'est pourquoi il faut commencer à travailler le plus tôt possible. Et cela ne sera efficace que si tout le monde s'investit et prend ses responsabilités.

La plupart des solutions à court terme pour lutter contre la pauvreté des agriculteurs se trouvent entre les mains des entreprises. La plupart des solutions à long terme sont entre les mains des gouvernements. On pourrait considérer cela comme un dilemme du prisonnier : les deux parties doivent agir pour que les deux parties en tirent le meilleur parti. Ce document constitue donc un défi pour toutes les parties : si chacun fait sa part, tout le monde en bénéficiera.

Résumé

Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles la gouvernance doit faire partie du débat sur le revenu vital. Les politiques gouvernementales contribuent à s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté, et la gouvernance est également un facteur clé pour permettre l'efficacité à long terme des interventions en matière de durabilité. Les éléments clés d'une bonne gouvernance pour un revenu vital comprennent les stratégies de développement rural, les infrastructures, la transparence et la responsabilité, l'État de droit et la gestion de l'offre. La crise actuelle du marché est, en grande partie, le résultat d'une mauvaise gouvernance et d'une mauvaise gestion du secteur par les gouvernements exportateurs. La nouvelle réalité réglementaire – où la durabilité devient une question de conformité légale au lieu d'efforts volontaires – offre une réelle possibilité aux gouvernements producteurs de soutenir leurs agriculteurs. Cela nécessitera également des efforts importants de la part des régulateurs et un soutien financier.



Stratégies de développement rural

Bien que le secteur du cacao soit une force économique majeure dans la plupart des pays producteurs, les gouvernements ont tendance à le considérer comme une ressource naturelle inépuisable qui ne nécessite qu'une gestion minimale. Cependant, les gouvernements devraient se poser des questions concrètes sur la conception du secteur du cacao dans chaque pays producteur. Les gouvernements doivent reconnaître que leur secteur du cacao nécessite à la fois une gestion et une protection.

Le rôle central des gouvernements est de créer des environnements favorables par le biais de politiques et d'incitations dans le secteur agricole, comme moyen de développement économique. Les agriculteurs sont le moteur central du développement économique rural, contribuant considérablement aux revenus de l'État, aux impôts, à la sécurité alimentaire et au développement économique global dans la plupart des pays. Cependant, les prix réels à la production sont souvent trop bas pour permettre aux petits exploitants de vivre décemment. Combiné à une faible productivité, cela peut avoir pour conséquence que les exploitations agricoles ne sont pas rentables et doivent être subventionnées par le travail rémunéré/non rémunéré des agriculteurs et/ou par des programmes gouvernementaux. Le revenu vital, comme point de départ sur la voie de la prospérité, garantit également la sécurité des ressources.[IV]

Vision à long terme

Les gouvernements producteurs doivent adopter d'urgence une vision à long terme du développement rural et agricole, garantissant une viabilité écologique, sociale et économique qui profite aux communautés locales. Il n'existe pas de solutions simples à court terme pour faire face aux crises actuelles et assurer l'avenir du cacao. Sans le leadership des gouvernements nationaux, les changements nécessaires ne se produiront

pas. Les changements requis seront politiquement difficiles et nécessiteront du temps et de l'engagement. Ainsi, les gouvernements producteurs devraient réunir des experts, des agriculteurs et d'autres détenteurs de droits, des ONG ainsi que des bailleurs de fonds, le secteur privé et la société civile locale, pour les aider à concevoir une stratégie de développement rural sur 10 à 15 ans.

Éléments d'une stratégie de développement rural

Les éléments clés d'une telle stratégie comprennent la manière dont le cacao interagit avec d'autres cultures et services, la taille du secteur (en termes de nombre d'agriculteurs, de production et de superficie occupée légalement et illégalement), les exigences de qualité et de durabilité pour les agriculteurs (exigences de traçabilité, conformité aux normes réglementaires et volontaires, production pour le marché en vrac ou spécialisé) et l'identification des investissements et des changements de politique nécessaires pour qu'une telle vision devienne réalité.

Stratégies holistiques de développement rural

L'objectif de cette vision à long terme devrait être l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies globales de développement rural. Les gouvernements devraient orienter ces stratégies vers des approches au niveau des paysages, et pas seulement vers la chaîne d'approvisionnement du cacao. L'objectif devrait être le développement de paysages ruraux prospères, où l'agriculture est un catalyseur du développement de communautés saines et d'une économie de services.

Les gouvernements devraient mesurer le succès de ces stratégies en termes d'amélioration des conditions de vie et de renforcement de l'environnement naturel de ces communautés, et ne devraient pas viser à maximiser les exportations de cultures commerciales.[4] Bien qu'ils soient des puissances agricoles, la Côte d'Ivoire et le Ghana sont des importateurs nets de denrées alimentaires. Une transition juste vers une agriculture souveraine sur le plan alimentaire est nécessaire. Les cultures commerciales, comme le cacao, peuvent jouer un rôle réel dans cette transition, mais les éléments fondamentaux de toute stratégie de développement rural devront également mettre l'accent sur la production alimentaire destinée aux marchés locaux.

Feuilles de route pour les paysages

Ces stratégies doivent être intégrées au niveau national par l'élaboration de feuilles de route régulièrement actualisées au niveau des paysages, avec des résultats à atteindre dans des délais précis. Les gouvernements devraient élaborer des feuilles de route avec une forte participation des parties prenantes communautaires. Ces feuilles de route devraient identifier les mesures que le gouvernement et les autres parties prenantes doivent prendre pour s'attaquer aux problèmes de déforestation, de pauvreté et de droits humains. Les sujets devraient être décidés avec la pleine participation des détenteurs de droits. Les feuilles de route devraient examiner une série de questions, notamment :

- La gouvernance foncière et forestière, l'aménagement du territoire et la politique agricole, couplés à des mesures visant à endiguer la déforestation et à déployer l'agroforesterie, soutenus par des systèmes de gestion de l'offre, plafonnant la production pour éviter la surproduction.

- L'utilisation des terres et la modification du zonage en vue d'établir des plantations de taille viable et une légalité établie.

4 En Côte d'Ivoire, par exemple, la rentrée scolaire coïncide avec le début de la grande récolte. Si l'on veut préserver l'importance économique de cette dernière, il serait peut-être judicieux de revoir la rentrée scolaire.

- Le renforcement de l'état de droit, notamment en réformant le régime foncier et celui des arbres, et en améliorant les capacités et le mandat des organismes chargés de l'application de la loi et des systèmes judiciaires.

- Le renforcement des infrastructures dans les communautés rurales, notamment par la construction et l'entretien des routes, la construction et la dotation en personnel d'une éducation de qualité au niveau primaire et secondaire, le déploiement d'installations de soins de santé et d'assainissement.

- La modernisation de la culture du cacao et de la transformation locale des fèves de cacao et des produits dérivés, améliorant la disponibilité et l'accessibilité des intrants clés, du matériel végétal et des services de vulgarisation, visant à soutenir les exploitations agricoles utilisant des techniques agricoles modernes à une échelle appropriée.

- Une recherche agricole mieux financée pour soutenir la transition vers une agriculture moderne et rentable.

- Des systèmes de traçabilité et de suivi, introduisant des systèmes nationaux obligatoires de traçabilité pour les fèves de cacao de toutes origines, et des systèmes de suivi des impacts des mesures prises sur les personnes les plus vulnérables, en particulier les petits exploitants agricoles et les groupes marginalisés tels que les minorités, les migrants et les ménages dirigés par des femmes.[5]

- Si une telle feuille de route inclut des éléments concernant certains types d'agriculteurs qui ne sont plus impliqués dans l'agriculture, cela nécessitera un sens aigu des responsabilités pour garantir qu'une « transition juste » ait lieu, en offrant des opportunités de revenus alternatives adéquates à toutes les parties concernées, y compris aux groupes les plus marginalisés tels que les minorités, les migrants et les ménages dirigés par des femmes.

Gouvernance

L'un des principaux défis à relever pour concrétiser cette vision est le temps nécessaire pour mettre en place une meilleure gouvernance dans l'immense secteur du cacao et les contraintes omniprésentes de l'opportunisme politique. Il faudra au moins 10 à 15 ans pour mettre en place un secteur véritablement différent et une orientation politique au niveau présidentiel. En outre, les pays doivent intégrer les orientations gouvernementales de manière à ce qu'elles ne soient pas la proie des caprices de la politique, des élections et des nouveaux acteurs. Les organisateurs de ces processus devraient opérer en dehors des structures actuelles du cacao afin que les nouvelles structures puissent perdurer malgré les changements d'administration présidentielle. La gouvernance doit être prise en compte autant que la stratégie elle-même.

Légalité des exploitations agricoles

Pour gérer les bouleversements sociaux provoqués par la désignation d'un grand nombre d'exploitations agricoles comme illégales en raison de la déforestation – comme c'est probablement le cas dans de nombreuses régions d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale – les gouvernements doivent donner aux agriculteurs qui opèrent dans des zones protégées le temps de quitter leur exploitation[6] et leur fournir des sources de revenus alternatives viables. Il s'agit probablement de l'un des problèmes les plus difficiles et les plus politiquement tendus dans la plupart des pays producteurs – et particulièrement en Côte

5 Les membres de VOICE, IDEF et Fern, ont publié conjointement un excellent rapport décrivant les éléments clés de ce à quoi devrait ressembler un système national de traçabilité porteur de transformations.

6 La manière dont cela est fait est essentielle. Pour illustrer ce qu'il ne faut pas faire, en 2018, le gouvernement ivoirien a donné aux agriculteurs des zones récemment déboisées plusieurs décennies pour quitter leurs exploitations, légalisant de facto la déforestation et ne garantissant aucune protection de la forêt.

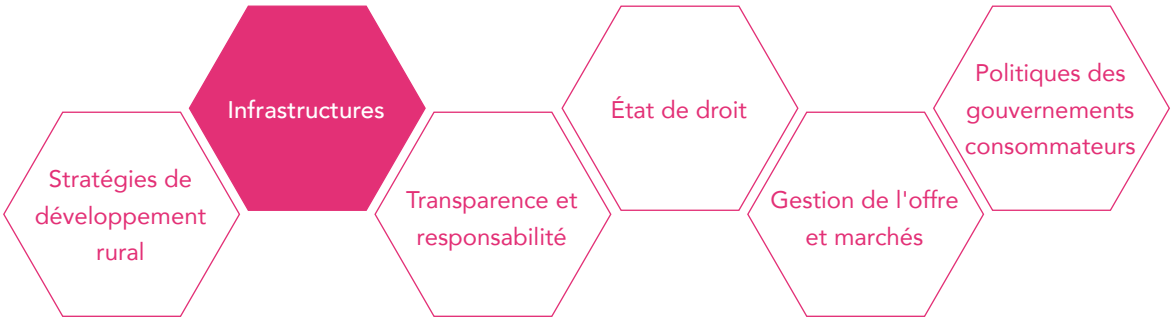
d'Ivoire. Bien que cette responsabilité incombe aux gouvernements nationaux, ils auront besoin d'aide – à la fois en termes de renforcement des capacités et de soutien financier – pour y parvenir. Les organisations internationales, l'UE et d'autres grands bailleurs de fonds pourraient apporter leur aide, et les OSC pourraient participer au soutien au renforcement des capacités.

Égalité des sexes

Dans toutes les étapes suggérées dans ce chapitre, l'égalité des sexes et l'inclusion des femmes dans les processus de prise de décision sont essentielles. Comme nous l'avons déjà expliqué dans de nombreuses publications, il est essentiel d'associer les femmes à la table des négociations, à la fois pour des raisons de droits humains, mais aussi parce que leur participation au processus de prise de décision améliore toujours les résultats. En outre, si les femmes ne sont pas impliquées dès le début, les décisions prises ne tiendront pas suffisamment compte de la manière dont les interventions pourraient conduire à un écart encore plus grand en matière d'égalité des sexes.

Résumé

Bien que le secteur du cacao soit une force économique majeure dans la plupart des pays producteurs, les gouvernements ont tendance à le considérer comme une ressource naturelle inépuisable qui ne nécessite qu'une gestion minimale. Les gouvernements doivent reconnaître que leur secteur du cacao nécessite à la fois une gestion et une protection, et doivent adopter une vision à long terme du développement rural et agricole. Pour concrétiser cette vision, il faudra une gouvernance fiable, crédible et à long terme. Cela doit passer par des stratégies de développement rural holistiques, associées à des feuilles de route au niveau des paysages élaborées de manière inclusive.



Infrastructure

La disponibilité et le coût de l'éducation, des soins de santé et des transports[7] ont un impact considérable sur la capacité d'un ménage à combler l'écart de revenu vital. Il s'agit là d'éléments de l'infrastructure nationale où les politiques de bonne gouvernance jouent un rôle essentiel. La capacité des agriculteurs à s'auto-organiser est tout aussi fondamentale.

Organisation paysanne

Pour que les stratégies de développement rural soient durables, des organisations de cacaoculteurs fortes et autonomes doivent être mises en place ; les cacaoculteurs doivent être formés et aidés à s'organiser et à engager le gouvernement et les prestataires de services au niveau des districts et au niveau national pour exiger des services sociaux et des améliorations de l'infrastructure. Ainsi, le développement et le renforcement des coopératives d'agriculteurs doivent faire partie intégrante des stratégies de développement rural dans le secteur du cacao.

Les gouvernements producteurs ont une responsabilité essentielle pour garantir et permettre aux agriculteurs de s'organiser eux-mêmes. Il existe des rapports de force extrêmement inégaux entre les acteurs de la chaîne de valeur et les groupes d'intérêts, sur des questions telles que le pouvoir de décision, l'accès à l'information et aux connaissances, ainsi que l'accès aux décideurs clés. Toute réforme significative du secteur doit mettre l'accent sur le développement des coopératives agricoles. Les gouvernements doivent mettre en place des outils et des politiques qui soutiennent ces groupes, et leurs efforts de diversification des revenus et de transformation des produits au niveau local. Les mesures pourraient inclure des exonérations fiscales, des structures de soutien financier, des droits de négociation pour les primes de prix, etc.

7 Le revenu vital est « *le revenu annuel net nécessaire à un ménage dans un endroit particulier pour permettre un niveau de vie décent à tous les membres de ce ménage. Les éléments d'un niveau de vie décent comprennent la nourriture, l'eau, le logement, l'éducation, les soins de santé, le transport, l'habillement et d'autres besoins essentiels, y compris la préparation aux événements imprévus.* » Cette définition du revenu vital est la définition consensuelle telle qu'elle a été élaborée par la Living Income Community of Practice. Pour en savoir plus, consultez le site https://www.living-income.com/the-concept

Éducation
L'accès à une éducation de qualité est un droit fondamental. L'enseignement primaire et secondaire doit être accessible et abordable à tous les enfants des communautés productrices de cacao, réduisant ainsi le coût d'un revenu vital. En outre, une communauté agricole sachant lire et compter peut également prendre de meilleures décisions commerciales. La responsabilité de remplir ce rôle est une tâche essentielle des gouvernements, et il s'agit d'un besoin urgent dans de nombreuses régions productrices de cacao.

Selon certaines estimations de l'industrie fournies dans le cadre de la recherche réalisée pour ce document, plus de 500 millions de dollars seraient nécessaires pour réhabiliter les écoles existantes en Côte d'Ivoire seulement. Au-delà de la construction et de l'entretien des bâtiments physiques, les écoles ont également besoin de personnel et de matériel pédagogique. Un soutien est nécessaire pour réduire les barrières à l'entrée pour les ménages producteurs de cacao (par exemple, des cantines bon marché pour les enfants). Un soutien financier, y compris des programmes de bourses transparents, équitables et exempts de discrimination pour rendre les écoles, le matériel pédagogique et les cantines scolaires abordables, ainsi que d'autres formes de renforcement des capacités pour garantir que les filles aient le même accès à la scolarisation que les garçons.

Les gouvernements doivent garantir le déploiement d'un enseignement primaire et secondaire abordable et disponible dans toutes les régions productrices de cacao du monde.

Soins de santé
Bien que souvent négligé comme sujet dans le secteur du cacao, l'absence de soins de santé décents constitue une menace majeure pour la capacité des ménages d'agriculteurs à atteindre un niveau de vie décent.

Lorsque les agriculteurs ou les membres de leur famille tombent malades ou se blessent, leur capacité à travailler dans les exploitations est directement affectée. Par exemple, les ménages producteurs de cacao en Côte d'Ivoire peuvent perdre jusqu'à 10 jours de travail par an en raison des effets du paludisme.[V] Lorsque la maladie survient pendant la saison des récoltes, cela peut avoir un effet désastreux sur la capacité des exploitations à produire des rendements suffisants. Les répercussions financières des chocs sanitaires réduisent les investissements dans la main-d'œuvre agricole, les intrants agricoles et la production globale, ce qui entraîne une baisse de la productivité et des revenus.[VI]

En outre, des dépenses de santé imprévues peuvent contraindre les ménages à sacrifier d'autres besoins fondamentaux et à vendre des biens générateurs de revenus.[VII] En Côte d'Ivoire, premier pays producteur mondial de cacao, environ un tiers des dépenses mensuelles non alimentaires des ménages sont consacrées aux soins de santé. Un seul choc sanitaire peut faire basculer un ménage dans la pauvreté.[VIII]

Plusieurs mesures sont nécessaires pour combler ce déficit. Les gouvernements doivent garantir l'accessibilité et la disponibilité de l'assurance maladie, une meilleure couverture des centres de soins, la disponibilité de l'eau potable et de l'assainissement dans toutes les communautés et le déploiement de campagnes nationales de vaccination et de médicaments contre le paludisme dans toutes les régions productrices de cacao du monde.

Routes et accès au marché
Les routes sont les artères de toute économie locale. Elles permettent d'accéder aux marchés et réduisent les coûts de fonctionnement en réduisant les distances. Les routes sont également des éléments essentiels de toute stratégie de développement rural, car elles sont nécessaires au développement des marchés locaux et à celui d'une économie locale

de services. Un réseau routier bien entretenu (et, si la géographie le permet, ferroviaire et fluvial) réduit les coûts pour les agriculteurs qui doivent acheminer leurs produits jusqu'au port.

À l'heure actuelle, le mauvais état des transports terrestres, surtout sur les axes secondaires, entraîne souvent des défis logistiques : livraisons lentes, routes dévastées, taux d'attrition élevés des camions en raison de la qualité des routes, accidents et trafic qui en résultent ; tout cela augmente les coûts d'exploitation.

Les gouvernements doivent assurer le déploiement et l'entretien des routes, des voies ferrées et des voies navigables pour garantir un accès fluide aux marchés, tant pour l'exportation que pour le développement national.

Approvisionnement stable en électricité

Bien que le Ghana et la Côte d'Ivoire aient un taux d'électrification de près de 80 % de la population, les zones rurales, où est cultivé le cacao, ont une couverture bien inférieure. Selon les estimations, près de la moitié de la population rurale ivoirienne n'a pas accès à l'électricité.[IX] Entre-temps, l'Équateur a traversé l'une de ses pires crises électriques, qui s'est soldée par des coupures de courant quotidiennes dans tout le pays, pouvant aller jusqu'à 14 heures par jour, de septembre à décembre 2024.[8] La pauvreté et/ou l'instabilité énergétique La pauvreté énergétique entraîne à la fois un manque de possibilités de revenus et une réduction des dépenses ménagères, comme la cuisine, l'éclairage, etc. Le faible taux d'électrification contraint les producteurs de cacao à dépendre du charbon de bois pour leurs besoins domestiques, ce qui contribue à la déforestation, et plus généralement impacte les activités des coopératives de cacao et le marché. Les gouvernements doivent assurer le déploiement et l'entretien des réseaux électriques et des sources d'énergie (renouvelables).

Approvisionnement en eau

L'accès à l'eau et à un approvisionnement adéquat en eau est un sujet tout aussi nécessaire. L'Équateur, par exemple, connaît sa pire sécheresse depuis 60 ans. Le Ghana est confronté à la pollution de l'eau, principalement due à l'exploitation minière de l'or à petite échelle, et WaterAid - la compagnie nationale des eaux - a été contrainte de réduire son approvisionnement en eau propre de 75 % en septembre dernier en raison de l'ampleur de la pollution. WaterAid a averti que le Ghana risquait de devenir un importateur d'eau d'ici 2030. Les producteurs de cacao des zones rurales sont durement touchés, car certains doivent acheter de l'eau pour tous leurs besoins domestiques et même pour diluer les pesticides.

Systèmes de protection sociale

Les systèmes de protection sociale sont l'un des moyens les plus efficaces de lutte contre la pauvreté. Par conséquent, l'un des éléments clés des infrastructures que les gouvernements devraient fournir n'est pas l'infrastructure physique, mais le déploiement de systèmes de protection sociale tels que les régimes de retraite et les systèmes d'assurance maladie. L'assurance maladie contribue à combler l'écart de revenu vital et protège le revenu des ménages.[X] Comme une grande partie du travail dans les zones rurales est informelle, un autre rôle clé des gouvernements est de mettre en place des politiques visant à réduire l'économie informelle.

8 Cette situation est liée à la grave sécheresse qui affecte le niveau des barrages hydroélectriques, principale source d'électricité de l'Équateur.

Salaire minimum

L'une des mesures de protection sociale que les gouvernements des pays producteurs devraient mettre en œuvre est l'instauration d'un salaire minimum pour la main-d'œuvre salariée, qui soit conforme aux exigences du salaire vital. Bien que cela n'affecte pas les membres de la famille dans de nombreuses petites exploitations agricoles, cela devrait aider les travailleurs salariés que l'on trouve également régulièrement dans de nombreux pays producteurs de cacao.

L'Équateur a instauré un salaire minimum, le Salario Digno, que chaque employeur est tenu de verser à tous ses employés en vertu de la loi. Le Salario Digno et le Salaire/Revenu de subsistance sont tous deux basés sur une approche du « coût de la vie » et vont au-delà des seuils de pauvreté unidimensionnels. Le Salario Digno est relativement élevé par rapport aux salaires minimums des pays voisins, la Colombie et le Pérou.[XI]

Résumé

Le développement et le renforcement des coopératives agricoles devraient faire partie intégrante des stratégies de développement rural des gouvernements. Les gouvernements devraient mettre en place des outils et des politiques qui soutiennent les organisations d'agriculteurs. Les gouvernements doivent assurer le déploiement d'une éducation primaire et secondaire abordable et disponible, une assurance maladie abordable et disponible, une meilleure couverture des cliniques de soins de santé, la disponibilité de l'eau potable et de l'assainissement dans toutes les communautés, le déploiement de campagnes nationales de vaccination et de médicaments contre le paludisme, le déploiement et l'entretien des routes, des voies ferrées et des voies navigables pour assurer un accès aisé au marché, tant pour l'exportation que pour le développement national, le déploiement et l'entretien des réseaux électriques et des sources d'énergie (renouvelables). Des systèmes de protection sociale doivent être mis en place, tels que des régimes de retraite, une assurance maladie et des systèmes de salaire minimum basés sur une approche du coût de la vie.

Transparence et responsabilité

La mise en œuvre et le maintien efficaces et crédibles des stratégies de développement rural et des investissements dans les infrastructures nécessitent un gouvernement transparent et responsable.[9] La transparence et la responsabilité revêtent de nombreuses facettes, notamment les systèmes nationaux de traçabilité, le rôle du gouvernement en tant qu'organisateur des dialogues nationaux, la mise en place de systèmes de transparence des marchés et la transparence tant dans ses opérations financières que dans l'impact de ses interventions.

Systèmes nationaux de traçabilité et rapports d'impact
Dans le cadre de la mise en conformité avec la directive de l'UE pour lutter contre la déforestation, les gouvernements producteurs devraient déjà mettre en place des systèmes nationaux de traçabilité pour aider les agriculteurs à se conformer aux exigences réglementaires. Ces systèmes peuvent être encore améliorés en créant des incitations pour s'attaquer aux causes des problèmes de durabilité plutôt que de les dissimuler. Les systèmes nationaux de traçabilité doivent également inclure des mécanismes sur la manière dont les acteurs de la chaîne d'approvisionnement traitent le cacao non conforme, et ils doivent encourager la conformité aux normes de durabilité. Les efforts[10] de la Côte d'Ivoire et du Ghana pour mettre en œuvre des systèmes nationaux intégrés de traçabilité – basés sur l'enregistrement et la géolocalisation des agriculteurs – constituent des avancées positives.

Gue et efforts de rassemblement
Les gouvernements producteurs devraient établir des cadres de gouvernance indépendants pour suivre les progrès de la traçabilité et de la transparence dans le secteur du cacao. Ces cadres devraient inclure des représentants des différents acteurs de la chaîne d'approvisionnement (en particulier les agriculteurs et la société civile locale). La mise en place de mécanismes clairs de responsabilisation, de contrôle de la qualité et de recoupement des données (en particulier au niveau des exploitations), de fonctions d'audit et d'inspection indépendantes et de dispositions relatives à l'accès aux données pour le suivi par des tiers devraient faire partie de ces cadres de gouvernance.

9 Une discussion approfondie sur l'importance et le rôle de la transparence et de la responsabilité peut être trouvée dans le document de consultation du Baromètre sur la transparence et la responsabilité d'octobre 2022.

10 Comme indiqué dans la note de bas de page 5, les membres de VOICE, IDEF et Fern, ont publié conjointement un excellent rapport décrivant les éléments clés de ce à quoi devrait ressembler un système national de traçabilité porteur de transformations.

Transparence du marché
Les gouvernements producteurs pourraient également jouer un rôle clé en fournissant des informations sur les marchés à leurs producteurs nationaux, en développant des systèmes de communication de données sur les variables pertinentes pour les revenus des agriculteurs (telles que les jours de travail nécessaires par hectare, les coûts de production, les coûts des intrants, les prix et les primes, les informations sur les bonnes pratiques agricoles, etc.)

Les gouvernements producteurs devraient en outre communiquer de manière proactive sur les données clés de leur secteur cacaoyer, telles que le nombre d'agriculteurs, les hectares en production, les tonnages produits, etc. En outre, des données importantes, telles que la propagation des ravageurs et des maladies, sont essentielles. Il est très inquiétant de constater que le gouvernement ivoirien a cessé de communiquer les résultats de l'enquête sur la propagation du virus du swollen shoot à partir de 2020. Les gouvernements devraient s'assurer que les agences concernées disposent de capacités et de financements suffisants.

Recettes et dépenses du gouvernement
Les gouvernements devraient s'engager à améliorer la transparence financière, en communiquant ouvertement et de manière vérifiable sur les revenus tirés du cacao et sur la manière dont ces fonds sont dépensés.[11] Cette question est parfois politiquement sensible, compte tenu de l'importance du cacao (et des devises étrangères que le secteur génère). Cependant, sans cette transparence, les gouvernements ne pourront jamais être tenus responsables. Au Ghana et en Côte d'Ivoire, cela devrait également inclure la transparence sur les ventes à terme de cacao, le calcul du prix garanti à la ferme et le statut des fonds de stabilisation, le cas échéant. Les investissements publics dans les infrastructures devraient également être transparents et vérifiables.

Rôle de la société civile
Bien que souvent perçues comme un obstacle, la transparence et la responsabilité sont extrêmement bénéfiques. Les gouvernements producteurs devraient donc considérer les organisations de la société civile comme des alliées constructives, jouant un rôle clé. Ils devraient mettre en place des structures qui permettent aux organisations d'agriculteurs et à la société civile de dialoguer de manière permanente et régulière sur les questions politiques clés – sociales, environnementales et économiques – qui affectent les communautés productrices de cacao. Ces structures pourraient également garantir que les communautés et la société civile soient consultées sur toute loi pertinente élaborée.

Résumé

La mise en œuvre et le maintien efficaces et crédibles des stratégies de développement rural et des investissements dans les infrastructures nécessitent un gouvernement transparent et responsable. Les gouvernements doivent veiller à ce que des systèmes nationaux de traçabilité crédibles fonctionnent et servent de catalyseur pour des cadres de responsabilisation et de gouvernance indépendants. Les gouvernements producteurs pourraient également jouer un rôle clé en fournissant des données sectorielles clés et des informations sur les marchés. Les gouvernements devraient s'engager à améliorer la transparence financière, tant sur les revenus que sur les dépenses du cacao. Enfin, les gouvernements producteurs devraient veiller à ce que la société civile et les organisations d'agriculteurs participent activement au dialogue et à l'élaboration des politiques pour le secteur du cacao.

11 Les impôts et les revenus du secteur du cacao sont souvent réinvestis dans d'autres régions, souvent plus pauvres, des pays producteurs de cacao. Cela relève bien entendu entièrement du droit souverain d'un pays. En outre, depuis plusieurs décennies, des organisations internationales telles que le FMI et la Banque mondiale encouragent les pays exportateurs de cacao à utiliser les exportations de cultures commerciales comme sources de revenus pour développer leur économie nationale.

Dans le même temps, l'agriculture des pays du Nord dépend fortement des subventions gouvernementales pour créer une situation économique favorable aux agriculteurs. Il y a deux poids et deux mesures si l'on veut que les économies productrices de cacao puissent non seulement être complètement autosuffisantes, mais aussi élever le reste du pays à des niveaux de développement économique plus élevés.

État de droit

Tenure foncière et des arbres
L'un des principaux défis auxquels sont confrontés les producteurs de cacao pour gagner leur vie est l'incertitude persistante quant à la sécurité de la tenure foncière et des droits d'utilisation des terres. Sans cette sécurité, les agriculteurs sont vulnérables à la perte de leurs arbres par l'exploitation forestière et l'extraction d'or, qui deviennent une menace majeure pour les producteurs de cacao. La sécurité de la tenure foncière est également importante pour que les agriculteurs puissent obtenir un crédit pour investir dans leurs exploitations.[XII] De plus, elle est nécessaire pour garantir le respect des réglementations à venir en matière de déforestation. Dans cette dynamique, il est important d'examiner l'interaction complexe entre les droits des individus et les droits des chefs traditionnels.

Accès aux recours
En cas de rupture de contrat, de violation des droits fonciers ou fonciers, d'abus de pouvoir et d'autres cas similaires, les agriculteurs et les autres membres des communautés productrices de cacao devraient avoir accès à des recours/indemnisations équitables. Cependant, les systèmes de recours sont souvent inexistants ou de graves obstacles empêchent les agriculteurs et les autres membres de la communauté d'y avoir recours.

Application de la loi
Le financement et le renforcement des capacités en matière d'État de droit sont également des éléments clés d'une bonne gouvernance. Cela est particulièrement vrai pour la sécurité rurale, car les vols et la violence dans les zones rurales sont un problème bien trop courant dans de nombreux pays producteurs de cacao. En Équateur, la violence a explosé et le crime organisé est de plus en plus actif dans le secteur du cacao, attiré par les prix élevés. Cette situation entraîne une augmentation des coûts pour les cultivateurs de cacao et tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement. Un soutien suffisant à un large éventail de fonctionnaires, des agents chargés de l'application des lois aux agents de la patrouille environnementale en passant par les agents des achats, peut contribuer à des impacts positifs importants sur le terrain. Il s'agit souvent de personnes très motivées sur le terrain qui manquent d'outils de base ou de financement. Si on leur en fournit, elles peuvent faire le travail pour lequel elles ont été embauchées.

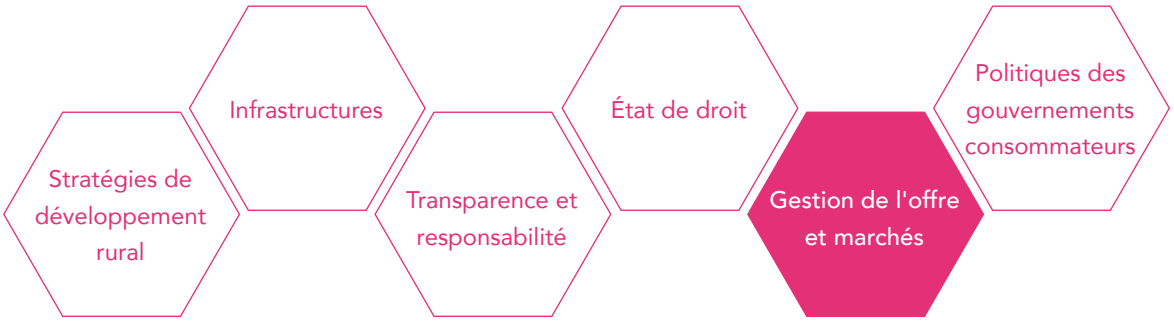
Corruption

L'un des défis de ce chapitre est la corruption généralisée dans le monde producteur de cacao. Ce problème revêt de nombreuses facettes, qui peuvent varier selon les régions, comme le fait de favoriser des proches ou d'autres opérateurs locaux ayant de solides relations, la demande d'« enveloppes », le détournement de fonds publics.[12] Dans tous ces cas, les producteurs de cacao sont les véritables perdants.

Résumé

Le devoir du gouvernement de faire respecter l'état de droit est étroitement lié aux chapitres précédents. Les droits d'utilisation des terres, les mécanismes de réclamation, l'accès aux tribunaux, l'application cohérente des réglementations et les mesures de lutte contre la corruption sont autant d'éléments nécessaires pour offrir un environnement fiable aux producteurs de cacao afin qu'ils puissent gagner décemment leur vie.

12 Comme les scandales entourant le projet Ghana Cocoa Roads sous l'administration précédente du Cocobod, ou le détournement de fonds et le manque de transparence au sein du Fonds d'Investissement en Milieu Rural et du Fonds Sacherie en Côte d'Ivoire (Banque mondiale, 2021).



Gestion de l'offre et marchés

Il apparaît de plus en plus clairement que l'offre et la demande ne suffisent pas à elles seules à assurer une rémunération adéquate aux producteurs de cacao – ou de la plupart des autres matières premières.[XIII] C'est encore plus vrai pour les cultures arboricoles que pour les cultures annuelles, car les agriculteurs sont encore plus attachés à leur production.[13]

« Les producteurs [de cacao] sont des preneurs de prix qui n'ont que peu ou pas de pouvoir de négociation face aux acheteurs locaux. En outre, la plupart des producteurs de cacao ont très peu d'options pour des activités alternatives génératrices de revenus. Par conséquent, ils continueront probablement à produire du cacao à des prix très bas. »[XIV]

L'offre et la demande ne fonctionnent pas pour les agriculteurs

Les marchés peuvent certes fixer des niveaux de prix adéquats lorsque tous les acteurs disposent d'un pouvoir compensateur, mais cela ne fonctionne pas pour les producteurs de cacao, surtout quand les prix du cacao sont régulés. Par conséquent, l'un des déterminants clés du revenu d'un agriculteur lui est imposé. Cet équilibre de pouvoir asymétrique ne conduit pas seulement à des prix bas à la production. Il conduit également à une répartition très inégale de la valeur dans la chaîne d'approvisionnement ; les agriculteurs vivent dans une pauvreté extrême dans une industrie qui pèse plusieurs milliards de dollars.

Salaire minimum

En outre, dans de nombreux pays industrialisés, les gouvernements ont choisi de découpler la rémunération du travail du système de l'offre et de la demande en introduisant des salaires minimums. Il est grand temps que ce type de protection soit également mis en place pour les travailleurs agricoles du secteur des matières premières.

13 Déjà en 1991, un ancien président de la Commission européenne affirmait que dans l'agriculture, « le mécanisme des prix ne correspond pas très bien au concept néoclassique idéal-typique du marché. » Bien que Mansholt énonce ces arguments dans le contexte de l'agriculture d'Europe occidentale, ces points sont tout aussi pertinents, voire plus, pour les producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest.

Les gouvernements peuvent concevoir des politiques sur les salaires minimums afin que les travailleurs salariés puissent s'offrir un niveau de vie décent. Toutefois, ils peuvent également fixer un prix bord champ minimum pour les produits agricoles.[XV]

Démarchandisation
Dans le secteur du cacao, le terme de « démarchandisation » est de plus en plus utilisé pour parler de la séparation du prix bord champ et des effets de l'offre et de la demande. Cependant, les interventions sur le marché sans tenir compte de l'offre et de la demande auront toujours des répercussions à long terme sur le fonctionnement du marché.

Les politiques sont des outils efficaces
Si la crise actuelle du marché montre une chose, c'est que les politiques et la disponibilité du cacao sur le marché mondial sont des outils efficaces pour mettre en œuvre une politique des prix. Dans ce contexte, il est urgent que les pays producteurs de cacao commencent à reconnaître que les solutions de gestion de l'offre font partie intégrante de toute politique de revenu vital réussie.

Outils de gestion des approvisionnements
Le terme « gestion de l'offre » évoque souvent des images de stocks tampons et de quotas nationaux de production, comme ceux mis en œuvre dans le secteur du cacao pendant une grande partie des années 1970 et 1980. Cependant, de nombreux types de stratégies de gestion de l'offre sont possibles, la plupart étant beaucoup plus subtiles. De nombreuses politiques gouvernementales créent des incitations ou des dissuasions pour le secteur du cacao. Les régimes de retraite prévoyants, la sécurité de la tenure foncière et des arbres et la disponibilité de services de vulgarisation du soutien gouvernemental font tous partie d'une stratégie de gestion de l'offre à long terme.

Dialogue multipartite
Pour que cela fonctionne correctement, tous les grands gouvernements producteurs de cacao devraient commencer à discuter de ces questions à court terme. L'instance la plus évidente pour ces discussions serait l'Organisation internationale du cacao (ICCO). Et bien qu'un groupe de travail soit officiellement en place sur ce sujet depuis près d'une décennie, il n'y a pratiquement pas de dialogue constructif. Il s'agit d'un choix politique de ses membres. Pour que ce débat soit plus efficace, il devrait également impliquer diverses parties prenantes, notamment le secteur privé et la société civile.

Vente à terme
Contrairement à d'autres pays producteurs de cacao, la Côte d'Ivoire et le Ghana régulent activement les marchés du cacao dans leurs pays. En vendant à terme la récolte de l'année suivante, ils sont ainsi en mesure de garantir un prix minimum à leurs producteurs de cacao, les protégeant ainsi de la volatilité du marché. Il s'agit d'un choix politique des deux pays, visant d'une part à protéger les producteurs et d'autre part à garantir des revenus en devises étrangères qui constituent une part importante de leur PIB. Ce système a largement fonctionné lorsque les marchés étaient bas, mais il montre ses limites dans le marché actuel, caractérisé par une pénurie extrême de l'offre. Bien qu'il n'existe pas de solution simple et claire à ce dilemme, les gouvernements des pays producteurs doivent commencer à s'attaquer sérieusement à certaines des véritables préoccupations.[14]

14 Un groupe de travail de l'Initiative Cacao Côte d'Ivoire et Ghana (CIGHCI) a récemment terminé un rapport contenant des recommandations. Cependant, ce rapport n'a pas encore été rendu public et certains craignent qu'il soit mis de côté sans faire partie du débat public plus large.

Impôts et concurrence

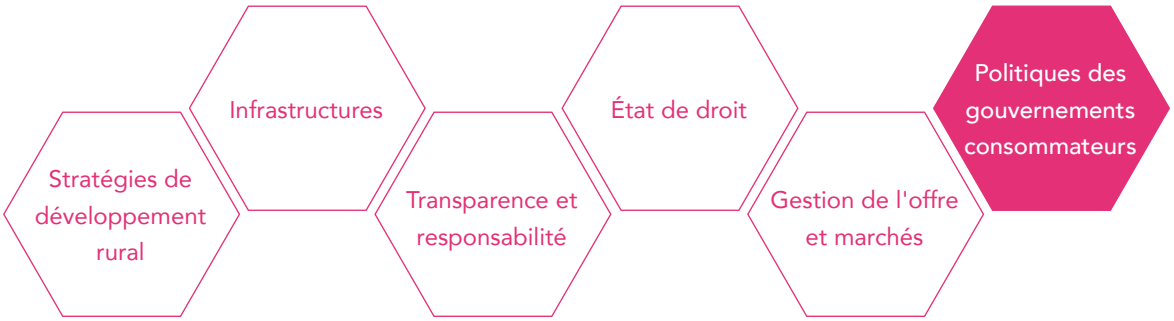
L'une des plaintes du secteur privé à propos de ce système de vente à terme est que s'il prenait ses responsabilités et payait un prix bord champ permettant un revenu vital[15], cela signifierait qu'il subventionnerait de facto les recettes fiscales du gouvernement au Ghana et en Côte d'Ivoire. Cependant, cet argument mène à une spirale descendante, avec un objectif final de zéro impôt. Tous les pays doivent être en mesure d'imposer des impôts pour financer toutes les infrastructures et tous les services qu'ils sont tenus de fournir.[16] De plus, si certains pays imposaient des impôts bien plus élevés que les autres, le marché corrigerait la situation au fil du temps en déplaçant la production ailleurs.

Résumé

L'offre et la demande ne doivent pas déterminer à elles seules la rémunération des producteurs de cacao. Les politiques gouvernementales et la disponibilité du cacao sur le marché mondial sont des outils efficaces pour mettre en œuvre une politique des prix. Il est urgent que les gouvernements mettent en œuvre des solutions de gestion de l'offre. Les régimes prévoyants de retraite, la sécurité de la tenure foncière et des arbres et la disponibilité de services de vulgarisation du soutien gouvernemental font tous partie d'une stratégie de gestion de l'offre à long terme. Le système actuel de vente à terme devra être revu dans le cadre de cette stratégie.

15 Consultez notre publication de 2023 sur les bonnes pratiques d'achat.

16 Ce n'est pas la première fois que nous pointons du doigt l'hypocrisie de l'agriculture mondiale. Alors que l'agriculture européenne et nord-américaine n'est viable pour les agriculteurs que grâce à d'énormes subventions gouvernementales, la communauté internationale – menée par le FMI, la Banque mondiale et d'autres institutions – s'attend à ce que l'agriculture tropicale soit non seulement autosuffisante, mais aussi une source majeure de devises étrangères.



Politiques des gouvernements consommateurs

Même si de nombreux éléments de bonne gouvernance doivent être mis en œuvre dans les pays d'origine, les gouvernements consommateurs ont également un rôle important à jouer.

Le revenu vital dans la réglementation

Sans revenu vital, le secteur du cacao n'est pas durable. Les gouvernements consommateurs doivent donc faire du revenu vital un élément clé de leurs réglementations en matière de durabilité, en exigeant notamment des entreprises qu'elles examinent régulièrement et de manière critique le rôle que les pratiques d'achat des entreprises peuvent et doivent jouer pour combler l'écart de revenu vital au niveau des exploitations. Les réglementations devraient également obliger les entreprises à élaborer et à mettre en œuvre des plans d'action assortis de délais et faisant l'objet de rapports réguliers et transparents. En outre, le revenu vital dans les chaînes d'approvisionnement mondiales devrait être un élément clé du débat sur les pratiques commerciales déloyales, en particulier en ce qui concerne l'achat et la vente en dessous du coût de production.

Si l'interdiction d'acheter ou de vendre en dessous du coût de production dans toute la chaîne d'approvisionnement était considérée comme une pratique commerciale déloyale, il y aurait une relation de cause à effet directe entre l'obtention d'un revenu vital et la réglementation sur les pratiques commerciales déloyales. Ainsi, le modèle réglementaire des pratiques commerciales déloyales pourrait être un outil direct pour atteindre un revenu vital.[XVI]

Bien que la majorité de ces mesures soient mentionnées dans les textes fondamentaux de la directive européenne sur la diligence raisonnable en matière de développement durable des entreprises (CSDDD), elles devront encore être transposées dans les législations nationales des États membres de l'UE dans les années à venir. En outre, d'autres pays consommateurs clés tels que les États-Unis, le Japon, l'Australie et le Royaume-Uni n'ont pas encore commencé à élaborer de telles réglementations et exigences.

Financement mondial

Les gouvernements des pays consommateurs, les organisations internationales et les bailleurs de fonds doivent dégager des fonds importants pour lutter contre la pauvreté des agriculteurs. Un outil possible pour y parvenir serait de créer un fonds de soutien aux coopératives au niveau local, leur permettant de se professionnaliser, d'aider leurs agriculteurs à devenir plus durables et de renforcer leur accès au marché. Il est également impératif de soutenir la société civile des pays producteurs, en particulier les organisations locales.

Droit de la concurrence

Trop souvent, les entreprises invoquent le droit de la concurrence pour justifier leur incapacité à travailler ensemble pour résoudre le problème de la rémunération des agriculteurs. Et bien que le droit de la concurrence joue un rôle très important, les gouvernements des pays consommateurs devraient revoir les lois existantes sur la concurrence lorsqu'elles entravent la capacité à s'entendre sur des actions collectives visant à lutter contre la pauvreté des agriculteurs et à relever d'autres défis en matière de durabilité.

Résumé

Le rôle des gouvernements consommateurs est vaste. Tout d'abord, le revenu vital et les pratiques d'achat doivent être des exigences clés de la réglementation en matière de durabilité. Les gouvernements consommateurs ont également un rôle clé à jouer dans le financement des efforts déployés à l'échelle du secteur pour créer un environnement favorable dans les pays d'origine. Enfin, les gouvernements consommateurs doivent examiner attentivement le droit de la concurrence afin d'éliminer les obstacles involontaires à la collaboration à l'échelle du secteur pour lutter contre la pauvreté des agriculteurs.

Conclusions

- La bonne gouvernance est l'un des éléments les plus essentiels pour que le secteur du cacao puisse combler l'écart de revenu vital.
- Les gouvernements des pays d'origine doivent commencer d'urgence à élaborer des stratégies globales de développement rural, en investissant sérieusement dans le déploiement d'infrastructures rurales clés telles que les soins de santé, l'éducation, les routes et les systèmes de protection sociale.
- Les gouvernements doivent devenir beaucoup plus transparents et responsables, et l'état de droit doit être renforcé.
- L'organisation des agriculteurs est un élément clé de cette stratégie, et les agriculteurs et la société civile doivent être beaucoup plus impliqués dans l'élaboration des politiques clés.
- La gestion de l'offre est une priorité urgente dans les politiques gouvernementales des pays d'origine pour garantir que le prix bord champ devienne et reste rémunérateur pour les agriculteurs.
- Les gouvernements des pays consommateurs ont également un rôle essentiel à jouer pour garantir que le revenu vital ne soit pas une question d'initiatives volontaires mais fasse partie des exigences obligatoires des réglementations en matière de durabilité. Les pays consommateurs doivent également fournir un financement conséquent pour rendre possibles les changements de système nécessaires.
- Pour moderniser véritablement le secteur du cacao, les gouvernements doivent prendre l'initiative et assumer sérieusement leur responsabilité de gérer le secteur.

Colophon

Ce document de consultation est le résultat de plusieurs cycles de consultation auprès des membres du Consortium du Baromètre du cacao. Nous remercions également les nombreux acteurs du secteur du cacao, tant privés que publics, qui ont apporté leur contribution aux différentes versions de ce document.

Texte : Antonie C. Fountain, Réseau VOICE

Citation : Fountain, AC (2025) : Bonne gouvernance pour un revenu vital dans le cacao, un document de consultation du baromètre

Publié par le Consortium du Baromètre du Cacao, administré par le réseau VOICE

Le Consortium est composé de : ABVV/Horval, Action contre l'Exploitation des Enfants (ACE), Alisos, Be Slavery Free, EcoCare, Fédération Européenne des Syndicats de l'Alimentation, de l'Agriculture et du Tourisme (EFFAT), Fern, Freedom United, Global Labor Justice, Green America, IDEF, Inades Formation, INKOTA netzwerk, Mighty Earth, Nature and Development Foundation, Oxfam America, Oxfam Belgique, Oxfam Ghana, Oxfam Novib, Public Eye, Roscidet, Rikolto, SEND Ghana, Solidaridad Europe, Solidaridad West Africa, SÜDWIND Institut, Tropenbos International, Tropenbos RD Congo, Tropenbos Ghana, WWF Belgique, WWF France.

Contact

Les demandes d'informations peuvent être adressées à : antonie@voicenetwork.cc

Droits d'auteur : Nous encourageons l'utilisation de ces données dans d'autres publications, à condition que les références appropriées soient fournies. Publié sous licence Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International

www.voicenetwork.cc

Produit avec le soutien de la Direction générale de la Coopération Belge au développement (DGD).
Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Direction générale de la coopération au développement belge (DGD). La DGD ne saurait en être tenue pour responsable.

Belgium
partner in development

Bibliographie

I Fair Trade Advocacy Office (FTAO) /Sustainable Food Lab (SFL), The Role of Governments in Enabling Living Income in Global Agriculture Value Chains, 2022, p. 13

II Molenaar, JW et Kessler, JJ (2021). Sector transformation: A systems approach to transforming commodity sectors. Aidenvironment, Amsterdam, 2021 , p. 8

III Climate Change News. "Can the rising cost of chocolate help cocoa producers go green? 23-05-2024

IV FTAO/SFL 2022 p18

V Yao, Komlagan Mawuli Apélété et al. "Vulnerability of farming communities to malaria in the Bole district, Ghana." Épidémiologie parasitaire et contrôle vol. 3,4 e00073. 2 août 2018, doi:10.1016/j.parepi.2018.e00073

VI Osei-Akoto, Isaac et al. "The effect of health shocks on agricultural productivity: Evidence from Ghana." International Journal of Agricultural Policy and Research 1 (2013)

VII Wagstaff, Adam et al. "Progress on catastrophic health spending in 133 countries: a retrospective observational study.". The Lancet. Santé mondiale vol. 6,2 (2018) : e169–e179.

VIII Source : Présentation Elucid à l'Amsterdam Cocoa Week, février 2024

IX Gogla Côte d'Ivoire Fiche pays, 2021

X Source : Présentation Elucid à l'Amsterdam Cocoa Week, février 2024

XI FTAO/SFL 2022 p25

XII FTAO/SFL 2022 p30

XIII Mansholt, S., Liberalisering doet boer en milieu de das om; Voedsel wordt niet goedkoper als de prijzen dalen. Voorgestelde beleid leidt tot willekeur als ook tot fraude. dans NRC Handelsblad, 15 octobre 1991

XIV Oomes, N. et Tieben, B et al. Market Concentration and Price Formation in the Global Cocoa Value Chain. SEO, Amsterdam, 2016.

XV FTAO/SFL 2022 p25

XVI FTAO/SFL 2022 p46